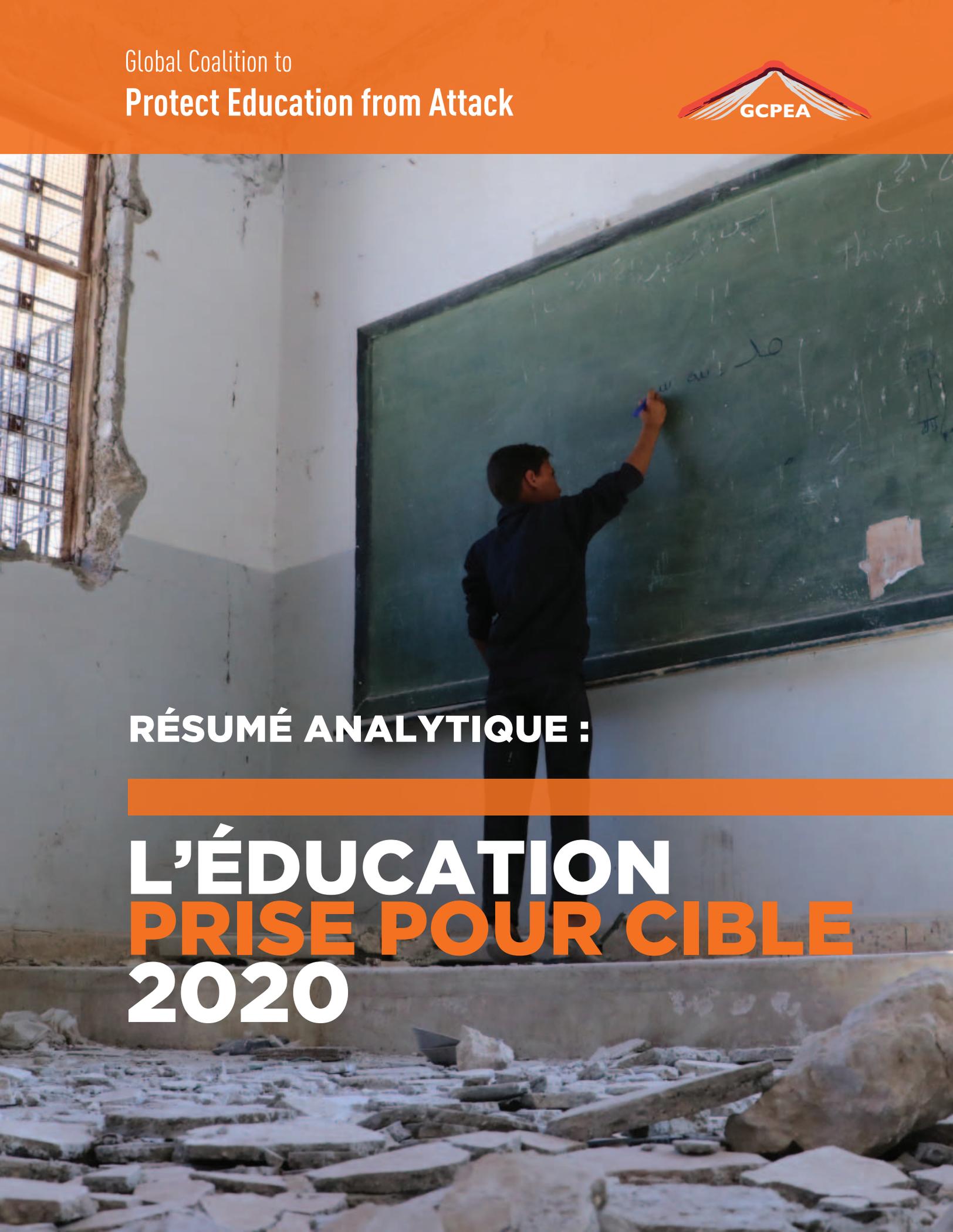


RÉSUMÉ ANALYTIQUE :

A photograph of a classroom in a state of significant disrepair. A teacher in a dark uniform is standing in the center, writing on a large green chalkboard. The room has a large window with a broken frame on the left, and the floor is covered in rubble and debris. The walls are cracked and peeling. The overall atmosphere is one of resilience amidst destruction.

L'ÉDUCATION PRISE POUR CIBLE 2020



Global Coalition to Protect Education from Attack

Ce rapport est publié par la **Global Coalition to Protect Education from Attack (GCPEA)**, en français Coalition mondiale pour la protection de l'éducation contre les attaques, créée en 2010 par des organisations appartenant aux domaines de l'éducation dans les situations d'urgence et dans les contextes affectés par des conflits, l'enseignement supérieur, la protection, les droits humains internationaux et le droit humanitaire international, qui étaient préoccupées par les attaques persistantes contre les établissements d'enseignement, leurs élèves et leur personnel dans les pays affectés par les conflits et l'insécurité.

La GCPEA est une coalition d'organisations comprenant : les coprésidents Human Rights Watch et Save the Children, le Council for At-Risk Academics (Cara), en français le Conseil d'aide aux universitaires réfugiés), l'Institute of International Education (IIE), Plan International, le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), la fondation Education Above All (EAA), le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) et l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).

La GCPEA est un projet du Centre Tides, une organisation à but non lucratif 501(c)(3).

Le rapport *L'Éducation prise pour cible 2020* est le résultat d'une étude indépendante menée par la GCPEA. Il est indépendant des organisations individuelles membres du Comité directeur de la GCPEA et ne reflète pas nécessairement les opinions des organisations composant le Comité directeur.

eua2020.protectingeducation.org

COLLABORATEURS

Chercheuse principale : Marika Tsolakis

Chercheur : Jérôme Marston

Ancienne directrice de recherche : Amy Kapit

Chercheurs et auteurs ayant collaboré au rapport : Allyson Balcolm, Lilian Cervantes Pacheco, Christine Choi, Alex Firth, Aishwarya Khurana, Felicity Pearce, Nahir de la Silva, Christopher Sfetsios, Delphine Starr, Stefan Walzer-Goldfeld et Amay Yadav.

Révision : Felicity Pearce

Graphiste : Rafael Jiménez

REMERCIEMENTS

La GCPEA remercie les membres de son Secrétariat, des Groupes de travail, et du Comité directeur pour leurs commentaires et leurs conseils sur ce projet, ainsi que les membres du personnel et les consultants des organisations qui ont passé en revue et commenté les profils de pays.

La fondation Education Above All, Education Cannot Wait, le ministère norvégien des Affaires étrangères, ainsi qu'un donateur anonyme ont apporté un soutien financier généreux au rapport *L'Éducation prise pour cible 2020*. L'EAA a travaillé pour prévenir les attaques contre l'éducation et a établi un partenariat avec la GCPEA depuis 2011.



Norwegian Ministry
of Foreign Affairs

RÉSUMÉ ANALYTIQUE :



L'ÉDUCATION PRISE POUR CIBLE 2020

Une étude mondiale sur les attaques contre les écoles, les universités,
leurs élèves et leur personnel, 2017-2019

Attaques contre l'éducation et utilisation militaire des écoles et des universités dans les pays ciblés, 2015-2019

● Très lourdement affectés

Pays où des rapports ont documenté moins de 499 incidents d'attaques contre l'éducation ou d'utilisation militaire d'établissements d'enseignement ou moins de 499 élèves et personnel de l'éducation blessés par des attaques

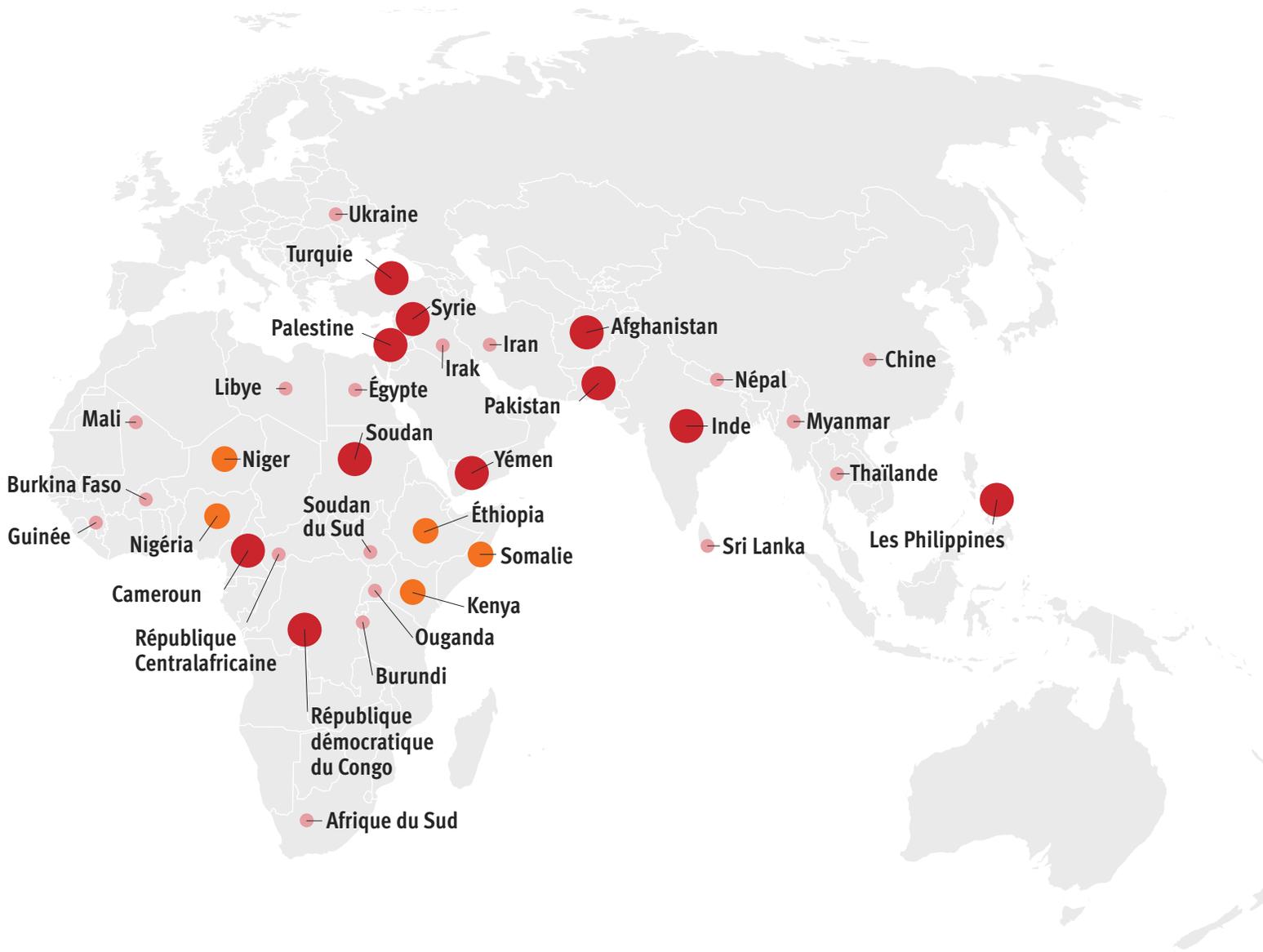
● Lourdement affectés

Pays où des rapports ont documenté entre 500 et 999 incidents d'attaques contre l'éducation ou d'utilisation militaire d'établissements d'enseignement ou entre 500 et 999 élèves et personnel de l'éducation blessés par des attaques contre l'éducation

● Affectés

Pays où des rapports ont documenté moins de 499 incidents d'attaques contre l'éducation ou d'utilisation militaire d'établissements d'enseignement ou moins de 499 élèves et personnel de l'éducation blessés par des attaques







Mon père dit qu'il m'achètera des jouets et un nouveau cartable. Mais je ne veux pas de nouveau cartable. Je déteste les cartables. Je ne veux aller nulle part près d'un bus. Je déteste les bus, je déteste l'école et je ne peux pas dormir. Je vois mes amis dans mes rêves me suppliant de les sauver. Donc, à partir de maintenant, je vais rester à la maison.



MOKHTAR, 8 ANS, SURVIVANT DE LA FRAPPE AÉRIENNE DU 9 AOÛT 2018
CONTRE UN BUS SCOLAIRE AU YÉMEN¹



Des garçons inspectent l'épave d'un autobus scolaire, touché par une frappe aérienne qui a tué au moins 30 enfants dans la province de Saada, au Yémen, le 9 août 2018.

© 2018 Naif Rahma/Reuters



Le matin du 9 août 2018, plus de 50 élèves d'une école religieuse sont montés à bord d'un bus scolaire pour une excursion dans un sanctuaire et un cimetière religieux près de Saada, dans le nord du Yémen, contrôlé par les Houthis. Comme le font les enfants du monde entier qui partent en excursion, ils se sont filmés sur des téléphones portables et ont fait leurs adieux aux parents par les fenêtres du bus. Un chaperon adulte a pris part à l'excursion, vérifiant les noms avec un stylo rouge. Les sacs à dos étaient garnis de pique-nique et d'argent de poche donnés par les parents.²

À peine quelques heures plus tard, l'excursion scolaire s'est transformée en une scène radicalement différente, une scène qu'aucun enseignant ni élève ne devrait jamais vivre. Lorsque le bus s'est arrêté au marché de Dahyan pour acheter de l'eau, une frappe aérienne de la coalition dirigée par l'Arabie saoudite au Yémen a touché le bus.³ L'attaque a tué au moins 51 personnes,⁴ dont au moins 26 élèves et quatre enseignants, et blessé 19 autres enfants et un enseignant, selon Human Rights Watch.⁵

Une semaine plus tard, les élèves se sont de nouveau rendus ensemble sur une tombe, cette fois pour assister aux funérailles de leurs camarades de classe.⁶ Un an après l'attaque, les médias et les organisations non gouvernementales (ONG) ont constaté que les élèves, les enseignants et les communautés étaient toujours aux prises avec l'impact dévastateur de l'attaque sur leur bien-être physique et mental.⁷

Pourtant, les victimes de cette frappe aérienne ne représentaient qu'une fraction des élèves, des enseignants et des établissements d'enseignement du Yémen touchés par les attaques contre l'éducation, alors que la guerre s'y poursuivait pour la sixième année. **La Coalition mondiale pour protéger l'éducation contre les attaques (GCPEA) a constaté qu'entre 2015 et 2019, une attaque contre l'éducation quotidienne en moyenne a été signalée au Yémen, soit un peu plus de 2000 incidents sur une période de cinq ans.** Ces attaques ont touché tous les niveaux du système éducatif et violé le droit à l'éducation ainsi que d'autres droits humains des élèves, des enseignants et du personnel éducatif.

La GCPEA a constaté que le Yémen était l'un des pays les plus touchés par les attaques contre l'éducation et l'utilisation militaire des écoles entre 2015 et 2019. Mais pendant cette période, des élèves, des enseignants, des membres du personnel scolaire, ainsi que des établissements d'enseignement qui les recevaient, ont été victimes de violences **dans au moins 92 pays** et dans toutes les régions du monde.

La GCPEA a compilé plus de 11 000 rapports d'attaques contre l'éducation ou d'utilisation militaire d'établissements d'enseignement dans le monde entre 2015 et 2019. Ces incidents ont affecté plus de 22 000 élèves, enseignants et personnel éducatif. *L'Éducation prise pour cible 2018* a documenté 12 700 attaques contre l'éducation entre 2013 et 2017. Alors que le nombre total d'attaques signalées a diminué au cours de la période 2015-2019, *L'Éducation prise pour cible 2020* détaille la façon dont les attaques ont émergé dans de nouvelles régions géographiques et augmenté dans d'autres depuis le dernier rapport.

L'Éducation prise pour cible 2020 documente les attaques contre l'éducation dans les situations de conflit armé et d'insécurité entre le 1^{er} janvier 2017 et le 31 décembre 2019. **Chacun des 37 pays décrits dans *L'Éducation prise pour cible 2020* a connu au moins dix attaques signalées contre l'éducation ou l'utilisation militaire d'établissements d'enseignement en 2017 et 2018, les deux premières années de la période couverte.** De plus, les sections Vue d'ensemble mondiale



Des filles étudient dans une classe détruite par des frappes aériennes à Taiz, au Yémen.

© 2019 UNICEF/Abdulaziz Al-Sabri



et Résumé analytique examinent les tendances sur la période de cinq ans entre 2015 et 2019, afin de faciliter les comparaisons avec la période de cinq ans incluse dans *L'Éducation prise pour cible 2018*.

Les attaques contre l'éducation prennent diverses formes et peuvent être menées pour des raisons politiques, militaires, idéologiques, sectaires, ethniques ou religieuses. Dans certains cas, les attaquants utilisent des armes explosives, des incendies criminels ou des fusillades pour endommager ou détruire des installations scolaires ou universitaires. Dans d'autres cas, les agresseurs prennent directement les élèves et le personnel éducatif pour cible par la force ou sous la menace de la force, notamment de violences sexuelles. Les forces armées, les forces de l'ordre, les autres entités de sécurité de l'État et les groupes armés non étatiques utilisent également les écoles et les universités à des fins militaires, parfois pendant que les élèves et les enseignants continuent de fréquenter ou d'utiliser les écoles ou les itinéraires scolaires, afin de recruter des enfants dans leurs groupes. Ces attaques ont des effets dévastateurs sur les vies humaines, les systèmes éducatifs, ainsi que sur la paix et le développement à long terme.

Pays étudiés : 2017-2019

L'Éducation prise pour cible 2020 décrit la violence et les menaces de violence contre des élèves, des enseignants, des professeurs et du personnel éducatif, ainsi que l'utilisation militaire des écoles et des universités, dans **37 pays** où la GCPEA a documenté au moins **10 rapports d'attaques** contre l'éducation au cours des deux premières années de la période de référence :

Afghanistan	Niger
Afrique du Sud	Nigéria
Burkina Faso	Ouganda
Burundi	Palestine
Cameroun	Pakistan
Chine	Les Philippines
Colombie	République Centrafricaine
Égypte	République démocratique du Congo
Éthiopie	Somalie
Guinée	Soudan
Inde	Soudan du Sud
Iran	Sri Lanka
Irak	Syrie
Kenya	Thaïlande
Libye	Turquie
Mali	Ukraine
Myanmar	Venezuela
Népal	Yémen
Nicaragua	



L'Éducation prise pour cible suit cinq types d'attaques contre l'éducation ainsi que l'utilisation d'établissements d'enseignement :

- Attaques contre les écoles
- Attaques contre les élèves, les enseignants et autres personnels de l'éducation
- Utilisation militaire des écoles et universités
- Recrutement d'enfants à l'école ou sur le chemin de l'école
- Violence sexuelle à l'école ou sur le chemin de l'école
- Attaques contre l'enseignement supérieur

Ce résumé analytique met en évidence les principales tendances dans chacun de ces domaines de 2015 à 2019.



Le 26 juin 2019, des élèves de l'école prennent part à un exercice d'attaque d'urgence, alors qu'elles s'entraînent à la mise à l'abri et à l'évacuation en cas d'attaque armée contre leur classe, à Dori, Burkina Faso.

© UNICEF/UN0329269/Bindra

RÉSULTATS CLÉS (2015-2019)

Attaques contre les écoles

Plus des deux tiers des attaques contre l'éducation entre 2015 et 2019, soit plus de 7 300 incidents, étaient des attaques directes contre des écoles. Ces attaques comprenaient l'utilisation intentionnelle ou réelle de la force par les forces armées, les forces de l'ordre, d'autres entités de sécurité de l'État ainsi que des groupes armés non étatiques contre des infrastructures scolaires, notamment l'incendie criminel, l'utilisation d'engins explosifs improvisés (EEI), les frappes aériennes, les frappes au sol, les raids et le pillage.

La République démocratique du Congo (RDC) et **le Yémen** ont été les plus durement touchés par les attaques contre les écoles, chacun avec plus de 1 500 incidents signalés entre 2015 et 2019. Au **Yémen**, des frappes aériennes, des frappes

au sol, des tirs d'artillerie, des fusillades ou des tirs de mortier ont endommagé ou détruit des écoles, les gouvernorats d'al-Hudaydah et de Taizz étant particulièrement touchés.⁸ En **RDC**, les forces armées et les groupes armés non étatiques ont endommagé et détruit des écoles, la région du Kasai et les provinces du Tanganyika et de l'Ituri ayant chacune subi des centaines d'attaques au cours de cette période.

L'Afghanistan, la Palestine et la Syrie ont chacun été lourdement touchés par les attaques contre des écoles, avec entre 500 et 999 incidents signalés au total au cours de la période 2015-2019. En **Afghanistan**, les attaques contre les écoles ont culminé en 2018, lorsque plus de 100 écoles ont été la cible de menaces, d'incendies criminels, d'engins explosifs et d'autres formes de violence, tout en étant utilisées comme bureaux de vote lors des élections nationales.

En **Syrie**, les Nations Unies ont signalé que 40% des écoles du pays avaient été endommagées ou détruites par des affrontements entre 2013 et 2019.⁹ Au cours des trois premiers trimestres de 2019 seulement, l'ONU a vérifié 145 attaques contre des écoles.¹⁰

« L'école était la cible »

Human Rights Watch et l'ONU ont constaté que le 24 novembre 2018, les forces progouvernementales en Syrie avaient lancé trois projectiles de mortier assistés par roquettes en direction de l'école primaire Al-Khansaa à Jarjanaz, dans le gouvernorat d'Idlib en Syrie. Environ 200 étudiants, âgés de 8 à 13 ans, s'y trouvaient à ce moment-là. L'attaque a tué un enseignant et cinq élèves, blessé neuf autres élèves et endommagé le bâtiment de l'école. « Le bruit de l'explosion, c'est la première fois que nous entendons quelque chose comme ça, c'était énorme, très, très terrifiant et très dangereux », a déclaré un employé de l'école à Human Rights Watch. « Nous avons essayé de contrôler la situation. Nous avons placé tout le monde entre deux bâtiments. Nous avons fermé les portes, nous ne voulions pas les laisser sortir. Certains, cependant, sont partis avec le professeur, et le deuxième [projectile] est tombé là où ils se trouvaient, à 25 mètres. L'école était la cible. » À la suite de l'attaque et des attaques subséquentes contre la ville, de nombreux habitants ont fui, forçant l'école à fermer. Un administrateur de l'école a déclaré à Human Rights Watch : « Il n'y a plus personne. S'il n'y a pas de citoyens et pas d'élèves, qui ouvrira les écoles ? »



Un agriculteur observe les ruines d'une école de filles qui était l'une des 14 écoles incendiées en une nuit en 2018, dans la région de Gilgit-Baltistan au Pakistan.

© 2018/ Danial Shah



Attaques contre des élèves, des enseignants et autres membres du personnel éducatif

Les forces armées, les forces de l'ordre, d'autres entités de sécurité de l'État et des groupes armés non étatiques ont tué, blessé, enlevé, menacé, arrêté et détenu plus de 8 000 élèves, enseignants et autres membres du personnel scolaire entre 2015 et 2019, dans les 37 pays étudiés. Ces attaques soit visaient directement les élèves et le personnel scolaire en raison de leur statut d'apprenants, d'enseignants ou de personnel éducatif, soit elles les ont particulièrement affectés.

L'Afghanistan, le Cameroun, la Palestine et les Philippines ont enregistré le plus grand nombre d'enseignants et d'élèves blessés par des attaques directes. Au **Cameroun**, des groupes armés séparatistes ont menacé, enlevé, battu et, dans certains cas, tué des élèves et des membres du personnel scolaire pour avoir défié le boycott de ces groupes sur l'éducation dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.¹¹ Lors d'une attaque, le 16 février 2019, des séparatistes présumés ont enlevé 170 élèves, un enseignant et deux autres enfants d'une école catholique de la ville de Kumbo, dans la région du Nord-Ouest. Des responsables de l'Église auraient fermé l'école dans le cadre des négociations pour la libération des otages.¹²

Dans des pays d'Afrique de l'Ouest comme le **Burkina Faso, le Mali et le Niger**, des groupes armés ont menacé des enseignants pour avoir utilisé le programme scolaire étatique laïc, produisant un effet dissuasif qui a entraîné des milliers de fermetures d'écoles dans la région.¹³ En **Colombie**, la GCPEA a identifié des dizaines de menaces proférées contre des enseignants, dont certaines les ont forcés à arrêter de travailler. Dans d'autres pays, comme **la Guinée, l'Iran, le Pakistan et le Soudan**, la police a fait un usage excessif de la force contre des élèves et des enseignants qui manifestaient contre les politiques éducatives de leur pays, et a détenu ou blessé des centaines de personnes.

« Chaque jour, nous vivons dans la peur d'être agressés et kidnappés »

Un enseignant de Djibo, au Burkina Faso, a décrit aux journalistes du journal *Le Monde* comment des assaillants armés ont enlevé et tué deux de ses collègues. En conséquence, son école a fermé ses portes pendant deux mois, à la fois par mesure de précaution et parce que les habitants de la communauté avaient peur d'envoyer leurs enfants à l'école. L'école a rouvert plus tard, mais, l'enseignant a déclaré : « En classe, nous sommes toujours en état d'alerte. Le moindre bruit peut nous faire sauter, prêts à courir. Certains enfants ont du mal à se concentrer, certains sont traumatisés et font des cauchemars. Chaque jour, nous vivons dans la peur d'être agressés et kidnappés. »¹⁴

« Je ne suis plus retourné à l'école »

Au Cameroun, des élèves et des enseignants qui ont rompu un boycott imposé par des groupes séparatistes dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest ont été régulièrement kidnappés, menacés, blessés ou tués. Un étudiant de 17 ans a déclaré à un journaliste local que des séparatistes armés présumés « ont saisi mon sac, enlevé tous mes manuels scolaires et les ont mis en pièces. L'un d'entre eux qui avait un 'drapeau Amba' [un drapeau utilisé par les séparatistes] autour de son cou m'a prévenu que s'ils m'attrapent de nouveau en train d'aller à l'école, ils vont me fouetter avec la machette. Je suis rentré chez moi et depuis ce jour je ne suis plus retourné à l'école. »¹⁵

Utilisation militaire des écoles et des universités

De 2015 à 2019, l'utilisation militaire d'écoles ou d'universités a été signalée dans 33 pays, dont 27 pays décrits dans le rapport : **Afghanistan, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Colombie, Éthiopie, Inde, Irak, Libye, Mali, Myanmar, Niger, Nigéria, Pakistan, Palestine, Philippines, République centrafricaine, République démocratique du Congo (RDC), Somalie, Soudan du Sud, Sri Lanka, Soudan, Syrie, Turquie, Ukraine, Venezuela** et **Yémen**. Les forces armées et les groupes armés ont également utilisé des écoles en **Arabie saoudite**, en **Indonésie**, au **Liban**, au **Mozambique**, en **République du Congo** et au **Zimbabwe**, pays qui ne sont pas décrits dans ce rapport.

« Ils nous ont gardés sous le soleil brûlant dans une cour de l'école »

Au Myanmar, l'ONU a constaté que les forces armées nationales, connues sous le nom de Tatmadaw, utilisaient les écoles comme bases militaires, casernes et centres de détention et d'interrogatoire dans l'État de Rakhine, parfois pendant des semaines. Des écoles ont parfois fermé en raison de la présence de la Tatmadaw dans les villages. Un homme de l'ethnie rakhine a rapporté qu'il avait été détenu dans une école après avoir été accusé de soutenir un groupe armé rakhine : *« Ils nous ont gardés sous le soleil brûlant dans une cour de l'école, et nous avons été battus avec le canon d'une arme et par des soldats de la 55^{ème} DIL [division d'infanterie légère]. »*¹⁶

Recrutement d'enfants à l'école ou sur le chemin de l'école

Le recrutement d'enfants à l'école ou sur le chemin de l'école a été signalé dans au moins 16 pays étudiés de 2015 à 2019 : **Afghanistan, Burundi, Colombie, Iraq, Kenya, Nigéria, Pakistan, Philippines, RDC, Somalie, Soudan du Sud, Syrie, Turquie, Ukraine, Venezuela** et **Yémen**. Par exemple, au **Yémen**, l'ONU a vérifié que les forces houthies avaient recruté et mobilisé des enfants dans 20 écoles en 2018, dont quatre écoles de filles.¹⁷ À titre de comparaison, entre 2013 et 2017, la GCPEA a identifié des rapports de recrutement d'enfants dans les écoles dans 18 pays. En raison des difficultés inhérentes à la collecte de ce type de données, le déclin apparent peut être lié à des changements dans la disponibilité des informations.

Violences sexuelles à l'école, ou sur le chemin de l'école ou de l'université

La GCPEA a constaté que les forces armées, les forces de l'ordre, d'autres entités de sécurité de l'État et des groupes armés non étatiques avaient commis des violences sexuelles pendant ou après des attaques contre des écoles, principalement contre des étudiantes et des enseignantes.¹⁸ Entre 2015 et 2019, la GCPEA a identifié 17 pays dans lesquels de telles attaques ont eu lieu, dont 15 des pays étudiés. Les pays étudiés étaient **Afghanistan**, le **Burundi**, la **Colombie**, **l'Égypte**, **l'Irak**, le **Myanmar**, le **Nicaragua**, le **Nigéria**, les **Philippines**, la **RDC**, la **Somalie**, le **Soudan**, le **Soudan du Sud**, le **Venezuela** et le **Yémen**. La GCPEA a également identifié des incidents de violence sexuelle à l'école ou à l'université ou sur le chemin de celle-ci, en **Indonésie** et au **Zimbabwe**. De même, entre 2013 et 2017, des violences sexuelles liées à l'école ont été documentées dans 17 pays.



Une étudiante de l'Université Jawaharlal Nehru (JNU) arrêtée par la police lors d'une manifestation contre une proposition d'augmentation des frais, à New Delhi, en Inde, le 18 novembre 2019.



« Chacune d'entre nous a été violée par un milicien »

Pendant le conflit dans la grande région du Kasaï en RDC en 2016 et 2017, la GCPEA a documenté de multiples cas de violences sexuelles commises par des groupes armés pendant et après les attaques contre les écoles. Une fillette de 12 ans a raconté comment des membres d'une milice ont violé des filles alors qu'elles fuyaient leur école en 2017 : « [Le] 15 avril, nous étions à l'école et avons appris que la milice arrivait. Les enseignants sont venus et nous ont dit de courir. Nous sommes tous sortis en courant, mais nous ne savions pas où aller. [...]. Nous avons couru dans la brousse, mais la milice a capturé [cinq filles dont moi]. Ils ont affirmé qu'ils voulaient que nous rejoignons la milice et que nous soyons baptisées, mais nous avons résisté. Ensuite, mes camarades de classe et moi avons été violées. Chacune d'entre nous a été violée par un milicien. »¹⁹

Les violences sexuelles perpétrées par les forces armées, les forces de l'ordre, d'autres entités de sécurité de l'État et des groupes armés non étatiques dans les écoles ou les universités, ou sur le chemin de celles-ci, sont restées l'un des domaines pour lesquels les données sont les plus difficiles à collecter. La stigmatisation entourant les violences sexuelles a empêché les survivantes, enfants et adultes, de signaler ces attaques. Lorsque ce type de violence est signalé, les détails sur le lieu des événements sont rarement inclus, ce qui rend difficile de déterminer s'ils se sont produits à l'école ou sur le chemin de l'école.

Attaques contre l'enseignement supérieur

La GCPEA a relevé plus de 1 200 attaques signalées contre des établissements d'enseignement supérieur, leurs étudiants et leur personnel entre 2015 et 2019, dans tous les pays étudiés sauf un. Parmi celles-ci, 75% impliquaient des forces armées, des forces de l'ordre ou des groupes paramilitaires détenant, arrêtant ou recourant à une force excessive contre des étudiants ou du personnel universitaire. Ces incidents ont été signalés principalement en **Éthiopie**, en **Colombie**, en **Inde**, au **Nicaragua**, en **Palestine**, au **Soudan**, en **Turquie** et au **Venezuela**. En **Inde**, au **Soudan** et en **Turquie**, plus de 1 000 élèves et membres du personnel universitaire ont été blessés, tués ou détenus du fait de ces attaques.

Les 25% d'attaques restantes contre l'enseignement supérieur, soit plus de 300 incidents signalés entre 2015 et 2019, concernaient des attaques contre des établissements universitaires. Il s'agit notamment d'incendies criminels, d'utilisation d'engins explosifs et de raids par les forces armées, les forces de l'ordre, d'autres entités de sécurité de l'État ou des groupes armés non étatiques. Les attaques contre des établissements d'enseignement supérieur ont été le plus souvent signalées au **Yémen** au cours de cette période, où l'ONU, des ONG et des sources médiatiques ont signalé plus de 130 attaques contre des établissements d'enseignement supérieur, souvent en raison de bombardements, d'explosifs ou de frappes aériennes par des parties inconnues.





Élèves dans leur classe du district de Zhari, province de Khandahar, Afghanistan. De nombreux bâtiments de l'école ont été détruits lors de frappes aériennes, laissant les salles de classe exposées et criblées de balles. Une partie de l'école est toujours occupée par la police locale.

© Stefanie Glinski



Une élève de 10 ans dans une salle de classe à Marinka, oblast de Donetsk, Ukraine. Après qu'un enfant ait reçu une balle dans le bras dans la cour de récréation, il était interdit aux enfants de jouer à l'extérieur.

© 2017 UNICEF/UNo150817/Gilbertson V.



Dynamique sexospécifique des attaques contre l'éducation

Entre 2015 et 2019, le GCPEA a constaté que les femmes et les filles étaient directement ciblées ou davantage exposées aux attaques en raison de leur genre dans au moins 21 des 37 pays étudiés : **Afghanistan, Burundi, Colombie, Égypte, Inde, Iran, Iraq, Libye, Myanmar, Nicaragua, Nigéria, Pakistan, Philippines, RDC, Somalie, Soudan, Soudan du Sud, Syrie, Turquie, Venezuela et Yémen**. Ces attaques ont généralement pris la forme de violences sexuelles ou de répression violente de l'éducation des femmes et des filles.

La GCPEA a examiné plus en profondeur **les impacts des attaques contre l'éducation sur les femmes et les filles au Nigéria et en RDC**. La GCPEA a constaté que les filles étaient moins susceptibles que les garçons de retourner à l'école après le conflit parce qu'elles étaient moins en mesure de payer les frais de scolarité, les familles accordant la priorité à l'éducation des garçons, et elles craignaient la violence sexuelle et l'insécurité générale à l'école ou sur le chemin de l'école.²⁰ La GCPEA a également constaté que les filles qui avaient été recrutées par des groupes armés étaient confrontées à la stigmatisation et à l'exclusion sociale, en raison de normes sociales néfastes qui les faisaient se sentir honteuses ou effrayées de retourner à l'école.²¹ Au Nigéria, les enlèvements et les mariages forcés d'écolières avec des combattants de Boko Haram ont empêché les filles d'aller à l'école et de poursuivre leurs études.²²

Développements positifs

Au cours de la période considérée, les acteurs internationaux et locaux ont pris des mesures importantes pour protéger les élèves, les enseignants, les écoles et les universités contre les attaques. L'élan s'est accru autour de l'approbation et de la mise en œuvre de la Déclaration sur la sécurité dans les écoles, une déclaration politique volontaire ouverte à la signature en 2015 pour protéger l'éducation contre les attaques.

À mai 2020, 104 pays avaient approuvé la Déclaration sur la sécurité dans les écoles. Ces pays ont promis de prendre des mesures pour empêcher les attaques contre l'éducation et l'utilisation militaire des écoles, collecter et communiquer des données sur les attaques, mettre en place des systèmes pour prévenir les attaques et y répondre, et demander des comptes aux responsables de ces abus.

Depuis 2015, des pays tels que le **Danemark**, la **Nouvelle-Zélande**, la **Norvège**, les **Philippines**, le **Royaume-Uni** et la **Suisse** ont modifié leur doctrine et manuels militaires ou promulgué une législation pour interdire ou restreindre l'utilisation des écoles par les forces armées.²³ Au **Yémen**, les forces armées gouvernementales ont commencé à se retirer de certaines écoles après avoir signé la Déclaration sur la sécurité dans les écoles, selon le Groupe d'experts sur le Yémen.²⁴ Et parmi les 12 pays qui ont approuvé la Déclaration sur la sécurité dans les écoles en 2015 et qui ont connu au moins un incident d'utilisation militaire des écoles, la GCPEA a constaté une baisse d'environ 160 cas d'utilisation militaire des écoles signalés en 2015 à 80 en 2018.²⁵

En **République centrafricaine**, un groupe armé a signé un plan d'action avec le Bureau des Nations Unies du Représentant spécial du Secrétaire général pour les enfants et les conflits armés (SRSG CAAC), notamment un engagement à s'abstenir d'attaques contre les écoles, le premier plan d'action de ce type à inclure l'engagement à mettre fin à cette violation.²⁶ Le **Mali**, le **Nigéria** et le **Yémen**, entre autres pays, ont créé des comités nationaux pour mettre en œuvre la Déclaration afin de renforcer les protections pour l'éducation.²⁷

Des responsables de haut niveau ont exprimé leur soutien à la Déclaration sur la sécurité dans les écoles, notamment le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, qui a exhorté tous les États à approuver la Déclaration dans ses rapports annuels sur les enfants et les conflits armés en 2018 et 2019, ainsi que l'ancien Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein. La Déclaration a également été soulignée par les États et les partenaires lors des débats ouverts du Conseil de sécurité des Nations Unies sur la protection des civils, les enfants et les conflits armés, ainsi que les femmes, la paix et la sécurité, ainsi qu'au Conseil des droits de l'homme.²⁸

La Déclaration sur la sécurité dans les écoles a également été reconnue lors de la Troisième Conférence internationale sur la sécurité dans les écoles, organisée par le gouvernement espagnol, à laquelle ont participé 80 pays et 35 organisations des Nations Unies et de la société civile.

RECOMMANDATIONS

Bien que les progrès dans la protection de l'éducation contre les attaques soient notables, la GCPEA reconnaît qu'il reste beaucoup de travail à faire pour protéger les élèves, les éducateurs et le personnel, ainsi que les établissements d'enseignement à tous les niveaux, contre les attaques. Voici les principales recommandations de la GCPEA :

- **Les États devraient approuver, mettre en œuvre et soutenir la Déclaration sur la sécurité dans les écoles pour garantir que tous les élèves et éducateurs puissent apprendre et enseigner en toute sécurité.**
- **Les forces armées et les groupes armés devraient s'abstenir d'utiliser les écoles et les universités à des fins militaires, notamment en mettant en œuvre les Lignes directrices pour la protection des écoles et des universités contre l'utilisation militaire pendant les conflits armés.**
- **Les États et autres organes de surveillance devraient renforcer le contrôle et la notification des attaques contre l'éducation, notamment par la ventilation des données par type d'attaque contre l'éducation, genre, âge, lieu, personne ou groupe responsable, nombre de jours de fermeture de l'établissement et par type d'établissement, de façon à intensifier les efforts pour prévenir les attaques contre l'éducation et y répondre.**
- **Les États et les institutions judiciaires internationales devraient systématiquement enquêter sur les attaques contre l'éducation et poursuivre les responsables de façon équitable.**
- **Les États et autres institutions devraient fournir une assistance non discriminatoire à tous les survivants d'attaques contre l'éducation, quels que soient leur genre, leur origine ethnique, leur milieu socio-économique ou autres attributs, tout en tenant compte de leurs besoins et expériences distincts en fonction du genre et des vulnérabilités potentielles telles que le handicap et les déplacements forcés.**
- **Les prestataires de services éducatifs devraient veiller à ce que l'éducation favorise la paix et offre une protection physique et psychosociale aux élèves, notamment en s'attaquant aux stéréotypes sexistes et aux obstacles qui peuvent déclencher, exacerber et résulter d'attaques contre l'éducation.**
- **Dans la mesure du possible, les États devraient maintenir un accès sûr à l'éducation pendant les conflits armés, notamment en travaillant avec les communautés scolaires et universitaires et toutes les autres parties prenantes concernées, pour élaborer des stratégies visant à réduire le risque d'attaques et des plans de sûreté et de sécurité complets dans l'éventualité de telles attaques.**



Une salle de classe vide à l'école de Dapchi, au Nigéria, où Boko Haram a enlevé plus de 100 filles en février 2018.

© 2018 Afolabi Sotunde/Reuters

- ¹ Ahmad Alghobary et Faisal Edroos, « Yemen bus massacre: How a joyful excursion ended in sheer horror », *Al Jazeera*, 16 août 2018, <https://www.aljazeera.com/indepth/features/yemen-bus-massacre-joyful-excursion-ended-sheer-horror-180816141808032.html> (consulté le 31 octobre 2019).
- ² Nima Elbagir, Salma Abdelaziz, Sheena McKenzie, et Waffa Munayyer, « The schoolboys on a field trip in Yemen were chatting and laughing. Then came the airstrike », *CNN*, 27 février 2019, <https://www.cnn.com/2018/08/13/middleeast/yemen-children-school-bus-strike-intl/index.html> (consulté le 4 novembre 2019) ; « A Year After His School Bus Was Attacked, a Little Boy In Yemen Is Still Dreaming of a Safe Future », *Save the Children*, août 2019, <https://www.savethechildren.org/us/what-we-do/emergency-response/yemen-saudi-led-coalition-school-bus-attack-on-children-follow-up> (consulté le 5 novembre 2019) ; « Le bombardement d'un bus par la coalition s'apparente à un crime de guerre », communiqué de presse de Human Rights Watch, 2 septembre 2018, <https://www.hrw.org/fr/news/2018/09/02/yemen-le-bombardement-dun-bus-par-la-coalition-sapparente-un-crime-de-guerre> (consulté le 31 octobre 2019) ; Ahmad Alghobary et Faisal Edroos, « Yemen bus massacre: How a joyful excursion ended in sheer horror », *Al Jazeera*, 16 août 2018, <https://www.aljazeera.com/indepth/features/yemen-bus-massacre-joyful-excursion-ended-sheer-horror-180816141808032.html> (consulté le 31 octobre 2019).
- ³ Conseil de sécurité de l'ONU, « Children and armed conflict in Yemen », S/2019/453, 3 juin 2019, https://www.securitycouncilreport.org/atf/cf/%7B65BFCF9B-6D27-4E9C-8CD3-CF6E4FF96FF9%7D/s_2019_453.pdf (consulté le 6 novembre 2019), para. 35.
- ⁴ Conseil de sécurité de l'ONU, « Children and armed conflict in Yemen », S/2019/453, 3 juin 2019, https://www.securitycouncilreport.org/atf/cf/%7B65BFCF9B-6D27-4E9C-8CD3-CF6E4FF96FF9%7D/s_2019_453.pdf (consulté le 6 novembre 2019), para. 35.
- ⁵ « Yémen : Le bombardement d'un bus par la coalition s'apparente à un crime de guerre », communiqué de presse de Human Rights Watch, 2 septembre 2018, <https://www.hrw.org/fr/news/2018/09/02/yemen-le-bombardement-dun-bus-par-la-coalition-sapparente-un-crime-de-guerre> (consulté le 20 mai 2020) ; Voir également : Les partenaires du Civilian Impact Monitoring Project ont vérifié au total 51 morts et 79 civils blessés dans l'attaque, dont la majorité étaient des enfants.
- ⁶ Eric Schmitt, « U.S. Commander Urges More Transparency in Yemen Strike on School Bus », *The New York Times*, 27 août 2018, <https://www.nytimes.com/2018/08/27/world/middleeast/airstrike-yemen-children.html> (consulté le 20 mars 2020).
- ⁷ « What would you do - take one child to the hospital or feed the others? », *Save the Children*, 2019, <https://www.savethechildren.org/us/what-we-do/emergency-response/yemen-severe-acute-malnutrition> (consulté le 1er février 2020).
- ⁸ GCPEA, « Safeguard Yemen's Future: Protect Education from Attack », Briefing Paper, février 2019, http://www.protectingeducation.org/sites/default/files/documents/safeguard_yemens_future_2019.pdf (consulté le 20 mai 2020), p. 3.
- ⁹ Geert Cappelaere, « Attack in Afrin, Syria, kills three children and causes significant damage to school », Déclaration de l'UNICEF, 12 juillet 2019, <https://www.unicef.org/press-releases/attack-afrin-syria-kills-three-children-and-causes-significant-damage-school> (consulté le 1er novembre 2019) ; UNICEF, « Fast Facts: Syria Crisis », UNICEF, août 2019, <https://www.unicef.org/mena/media/5426/file/SYR-FactSheet-August2019.pdf> (consulté le 1er novembre 2019), p. 2.
- ¹⁰ UNICEF, « Fast Facts: Syria Crisis », novembre 2019, <https://www.unicef.org/mena/media/6936/file/Factsheet%20syria%20November%20update.pdf%20.pdf> (consulté le 20 mai 2020), p.2.
- ¹¹ UN News, « Over 80 per cent of schools in anglophone Cameroon shut down, as conflict worsens », communiqué de presse, 21 juin 2019, <https://news.un.org/en/story/2019/06/1041071> (consulté le 25 juillet 2019).
- ¹² « Cameroon kidnap: 170 students freed », *BBC News*, 18 février 2019, <https://www.bbc.com/news/world-africa-47281544> (consulté le 19 février 2019).
- ¹³ UNICEF, « School closures in the Sahel double in the last two years due to growing insecurity », communiqué de presse, 27 février 2019, <https://www.unicef.org/press-releases/school-closures-sahel-double-last-two-years-due-growing-insecurity-unicef> (consulté le 4 novembre 2019).
- ¹⁴ Sophie Douce, « 'On vit chaque jour avec la crainte d'être attaqué et enlevé': rentrée la peur au ventre pour les profs au Burkina Faso », *Le Monde*, 30 septembre 2019, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/09/30/au-burkina-faso-les-professeurs-font-leur-rentree-la-peur-au-ventre_6013611_3212.html (consulté le 4 novembre 2019).
- ¹⁵ Amos Fofung, « 'I've not gone to school again': The student victims of Cameroon's crisis », *African Arguments*, 14 mai, 2019, <https://africanarguments.org/2019/05/14/cameroon-schools-student-victims-anglophone-crisis/> (consulté le 4 novembre 2019).
- ¹⁶ Conseil de sécurité de l'ONU, « Detailed findings of the Independent International Fact-Finding Mission on Myanmar », A/HRC/42/CRP.5, 16 septembre, 2019, https://www.ohchr.org/Documents/HRBodies/HRCouncil/FFM-Myanmar/20190916/A_HRC_42_CRP.5.pdf (consulté le 1er novembre 2019), paras. 329-331.
- ¹⁷ Conseil de sécurité de l'ONU, « UN General Assembly and Security Council, Children and armed conflict: Report of the Secretary-General », A/73/907-S/2019/509, 30 juillet 2019, para. 194.
- ¹⁸ GCPEA, « *C'est très pénible d'en parler* : Impact des attaques contre l'éducation pour les femmes et les filles », (New York : GCPEA, 2019), http://protectingeducation.org/sites/default/files/documents/french_impact_of_attacks_on_education.pdf (consulté le 20 mars 2020), pp. 39-41.
- ¹⁹ GCPEA, « *Tout ce que j'ai perdu* » : Impact des attaques contre l'éducation pour les femmes et les filles dans la province du Kasai central, République démocratique du Congo, (New York : GCPEA, 2019), http://protectingeducation.org/sites/default/files/documents/drc_kasai_attacks_on_women_and_girls_fr.pdf (consulté le 20 mai 2019). p.38.
- ²⁰ GCPEA, « *Tout ce que j'ai perdu* ».
- ²¹ GCPEA, « *Tout ce que j'ai perdu* ».
- ²² GCPEA, « *I Will Never Go Back to School: The Impact of Attacks on Education for Nigerian Women and Girls* », (New York : GCPEA octobre 2018), http://www.protectingeducation.org/sites/default/files/documents/attacks_on_nigerian_women_and_girls.pdf (consulté le 25 mars 2019), p. 42.
- ²³ Manuel des forces armées suisses sur le droit des conflits armés, ajout du 1^{er} mai 2019 ; ministère de la Défense, Sécurité humaine dans les opérations militaires, partie 1 ; Directive, JSP 1325, v.1.0, janvier 2019, sec. 3:14, 6: 1, 6:13 et 6: 19-22 ; Forces de défense de la Nouvelle-Zélande ; Manuel du droit des conflits armés dans les forces armées ; OM 69 (2 éd). Volume 4, 8 janvier 2019, cité dans Human Rights Watch, *Protecting Schools from Military Use: Laws, Policies, and Military Doctrine*, (New York : Human Rights Watch, mai 2019), https://www.hrw.org/sites/default/files/report_pdf/crdo519_web_o.pdf (consulté le 4 novembre 2019), pp. 88 ; GCPEA, « Use the Guidelines for Protecting Schools and Universities from Military Use », mai 2020, <https://ssd.protectingeducation.org/implementation/use-the-guidelines/> (consulté le 20 mai 2020) ; Rapport de la Conférence d'Oslo sur la sécurité dans les écoles, Ministère des Affaires étrangères, Oslo, Norvège, 2015, p. 19 ; documents non publiés de la GCPEA.
- ²⁴ Manuel des forces armées suisses sur le droit des conflits armés, ajout du 1^{er} mai 2019 ; ministère de la Défense, Sécurité humaine dans les opérations militaires, partie 1 ; Directive, JSP 1325, v.1.0, janvier 2019, sec. 3:14, 6: 1, 6:13 et 6: 19-22 ; Forces de défense de la Nouvelle-Zélande ; Manuel du droit des conflits armés dans les forces armées ; OM 69 (2 éd). Volume 4, 8 janvier 2019, cité dans Human Rights Watch, *Protecting Schools from Military Use: Laws, Policies, and Military Doctrine*, (New York : Human Rights Watch, mai 2019), https://www.hrw.org/sites/default/files/report_pdf/crdo519_web_o.pdf (consulté le 4 novembre 2019), pp. 88 ; GCPEA, « Use the Guidelines for Protecting Schools and Universities from Military Use », mai 2020, <https://ssd.protectingeducation.org/implementation/use-the-guidelines/> (consulté le 20 mai 2020) ; Rapport de la Conférence d'Oslo sur la sécurité dans les écoles, Ministère des Affaires étrangères, Oslo, Norvège, 2015, p. 19 ; documents non publiés de la GCPEA.
- ²⁵ GCPEA, « Practical Impact of the Safe Schools Declaration », GCPEA Fact Sheet, octobre 2019, http://protectingeducation.org/sites/default/files/documents/ssd_fact_sheet_october_2019.pdf (consulté le 5 novembre 2019).
- ²⁶ Bureau de la RSSG pour les enfants et les conflits armés, « Action Plan to Protect Children Signed in the Central African Republic », communiqué de presse, 14 juin 2018, <https://childrenandarmedconflict.un.org/action-plan-to-protect-children-signed-in-the-central-african-republic/> (consulté le 3 juin 2019).
- ²⁷ GCPEA, « Practical Impact of the Safe Schools Declaration », GCPEA Fact Sheet, octobre 2019, http://protectingeducation.org/sites/default/files/documents/ssd_fact_sheet_october_2019.pdf (consulté le 5 novembre 2019).
- ²⁸ GCPEA, « Practical Impact of the Safe Schools Declaration », GCPEA Fact Sheet, octobre 2019, http://protectingeducation.org/sites/default/files/documents/ssd_fact_sheet_october_2019.pdf (consulté le 5 novembre 2019).

RÉSUMÉ ANALYTIQUE :

L'ÉDUCATION PRISE POUR CIBLE 2020



(en couverture) Un garçon écrit au tableau d'une salle de classe endommagée dans le gouvernorat d'Idlib, en Syrie, en juillet 2019.

© 2019 Hurras Network, partenaire de Save the Children en Syrie

eua2020.protectingeducation.org